



DEPARTEMENT DE RECHERCHE SUR LES MENACES CRIMINELLES CONTEMPORAINES

DÉPARTEMENT MCC - BUREAU 507 • 28 RUE SAINT-GUILLAUME • 75007 PARIS

Violences urbaines en France : la guerre de bientôt 30 ans... de retard

François Haut – fhaut@drmcc.org

Xavier Raufer – xraufer@drmcc.org

Décembre 2007

Cela fait 28 ans (1979-2007) que des émeutes liées aux « violences urbaines » se produisent en France, sans que, durant ces presque trois décennies, nul gouvernement n'ait pu ou su les prévenir, ou y mettre un terme définitif.

Cette situation est unique en Europe et sidère absolument tous nos voisins. Le reste de l'Europe a bien sûr connu de telles échauffourées mais nulle part – nulle part ! – des « émotions populaires », comme le disait joliment le français classique, n'ont duré plus de quelques années avant de cesser pour de bon (*voir plus loin le cas britannique*).

Jamais non plus, les gouvernements successifs de la France n'ont été prévenus d'émeutes qui, si elles partent à l'évidence d'un prétexte, sont tout sauf spontanées. A chacune de ces « *intifadas* urbaines », nos gouvernants sont tombés des nues, malgré tous les systèmes d'information ou de renseignement dont, pourtant, ils disposent.

Gouverner, c'est prévoir, dit dès le XIX^e siècle le publiciste et journaliste Emile de Girardin. Or non seulement ces gouvernants n'ont rien prévu, mais même, ils semblent avoir une tendance un peu fâcheuse à la découverte *a posteriori* d'évidences pourtant aveuglantes depuis dix ans et plus.

C'est ainsi que le 13 juillet 2007 les Renseignements généraux publiaient une note de 11 pages intitulée « Bandes et tensions communautaires : un phénomène marginal qui se diffuse » exposant de façon réaliste l'état de cette affaire (les « bandes ethniques ») dans la France de 2007. Cette note n'en posait pas moins deux sérieux problèmes :

- Sans doute par souci de bienséance, l'avertissement initial (figurant juste sous le titre) était à la limite de l'incompréhensible et ne donnait nulle indication claire, nul diagnostic, sur le phénomène même dont il était censé traiter. Pour ne pas être accusés de dénigrer, nous reproduisons textuellement ci-dessous cet encadré peu clair :

Les affrontements entre bandes qui constituent une manifestation particulière des violences urbaines connaissent un développement assez marqué en région parisienne. L'intégration à un groupe ne repose que très rarement sur des bases ethniques, l'appartenance au quartier et l'intéressement aux trafics primant. Toutefois, les tensions communautaires, considérées comme un phénomène distinct car pouvant se développer sans l'existence de bandes pré-établies, sont pour certaines cités un problème non négligeable. L'analyse des affrontements recensés permet d'affirmer que ceux à motivation communautaire relèvent, pour le moment, de l'exception.

- Plus préoccupant encore, le fait que l'existence de « bandes ethniques » en région parisienne (bandes à base territoriale et vivant de trafics divers) est une réalité constatée depuis... près de quinze ans ! Comment expliquer qu'il ait fallu si longtemps pour rapporter des faits et situations déjà manifestes - sinon aveuglants - pour quiconque se promenait dans maintes cités, notamment de la Seine Saint-Denis, dès le début de la décennie 1990 ?

Afin de prouver cette dernière assertion, nous reproduisons ci-après une série de textes.

Tous ceux qui suivent ont été écrits par les signataires, le plus souvent ensemble, entre 1991 et 1993 – c'est à dire voici *quatorze* ans pour les plus récents d'entre eux.

Les extraits présentés ci-après sont tels qu'alors publiés. Pas un mot n'y a été rajouté ni retranché (*les originaux étant bien sûr à la disposition de tout lecteur intéressé*). ■

Délinquance, banlieues, de l'utopie au réalisme (1991)

On vient d'apprendre les chiffres de la délinquance et de la criminalité constatées en région parisienne pour le premier semestre de 1991 : une fois de plus, ils ne sont pas bons. De façon indubitable, la sécurité s'est encore dégradée dans la grande couronne parisienne : Seine et Marne : + 5% ; Val d'Oise : + 8% ; Oise : + 8,5% ; Val de Marne : + 9,30%. Dans les Yvelines, les vols avec violence ont augmenté de 26% et les vols de voiture de 11, 4%. En Seine Saint Denis, enfin, la hausse a été plus brutale encore : = 15,44% 2. Seules exceptions : l'Essonne, qui connaît une baisse minuscule et les Hauts de Seine, qui stagnent.

Affinés, ces chiffres montrent que ce n'est pas la grande criminalité (hold-up, etc.) qui augmente, mais la délinquance au quotidien : vols avec violence, vols de voitures et de deux-roues, vandalisme, cambriolage et désormais, pillages de magasins. Au même moment, on apprenait, par les assurances cette fois, que plus de 270 000 voitures avaient été volées en 1990 : + 10,8% sur un an.

Caractéristique commune de tous ces délits : provoquer l'exaspération des populations des lieux où ils se commettent, c'est à dire essentiellement celles des banlieues, l'augmentation de la délinquance à Paris même étant quasi nulle.

Ces délits très spécifiques, à la localisation très spécifique ont des auteurs eux aussi très spécifiques : quotidiennement, les policiers, les journaux locaux, les élus municipaux et les magistrats mettent en cause des bandes organisées. C'est ainsi que tout l'été dernier, la presse a retenti des exploits des "zoulous" - même si les diverses bandes se réclament de cette "philosophie", Requins juniors, Black Dragons, Ducky boys, Criminal killers crew, Black Fist, Criminal action force - sont loin d'être les seuls à commettre des méfaits en région parisienne.

Qu'a fait le gouvernement devant un type de délinquance dont les premiers symptômes remontent à plus de sept ans ? Rien. Sauf manifester, dans un premier temps, beaucoup d'enthousiasme pour les dimensions "artistiques" - rap, tags, break-dance - de la culture zouloue ¹. Par la suite, l'aveuglement idéologique aidant, la capacité délinquante de ces bandes a été purement et simplement niée. Au début de la décennie 80, un comportement similaire faisait déclarer au gouvernement d'alors qu'un terrorisme indigène, de type Brigades rouges, était impensable en France, alors même qu'Action directe multipliait les attentats. Cette fois-ci, à la fin de la décennie, le gouvernement a longtemps eu pour nos bandes, réputées pacifiques et artistiques, les yeux de Chimène, alors que leurs homologues de Grande-Bretagne et des Etats-Unis ravageaient les banlieues des grandes cités de ces pays depuis une, voire deux, décennies.

Car c'est dès 1980 qu'éclate à Bristol, dans le quartier Saint-Paul, où vit une population immigrée nombreuse (d'origine caraïbe le plus souvent), une émeute de type "américain". Suite à une perquisition dans un café, plusieurs centaines de jeunes assaillent les forces de l'ordre, pillent des magasins qu'ils incendient, ainsi que des voitures. En avril 1981, juste un an plus tard, c'est au tour de Brixton, le quartier

¹ Définie par Paul Thibaud dans "Libération" du 23 septembre 1991 comme une "contre-culture imprécatrice", un "repli sur l'ethnisme, la récrimination, le paraître et l'agression symbolique". Plus loin, le philosophe qualifie les tags des zoulous de "protestation inarticulée". Des bandes zouloues sont implantées, notamment, à Colombes, Argenteuil, Aulnay, Cergy, Corbeil, Fontenay-sous-bois, Saint-Denis.

jamaïcain de Londres, de s'embraser. Trois mois plus tard, les émeutes se multiplient : Londres, quartier de Southall (population indienne), Liverpool, quartier de Toxteth, Manchester, quartier de Moss Side, Birmingham, quartier de Handsworth (populations caraïbes) et s'étendent, tout le mois de juillet, à une dizaine de villes de moindre importance.

Au total, les dégâts (incendies, pillages de biens publics ou privés) s'élèvent à 500 millions de francs. Ceux des pillards et des émeutiers qui sont capturés sont condamnés à des peines en général sévères : de trois à six mois de prison ferme. En septembre 1985 à nouveau, Brixton explose : 55 blessés; puis c'est le tour de Handsworth à Birmingham, où quatre personnes trouvent la mort, brûlées vives dans un immeuble attaqué au cocktail molotov. Un mois plus tard, Tottenham et Peckham, dans la banlieue de Londres, voient se produire de graves émeutes : 250 blessés. Un policier est égorgé par un adolescent. Toxteth, à Liverpool, est à son tour le siège de violences. Durant l'été de 1991 encore, de nouvelles émeutes éclatent à Birmingham, Cardiff, Newcastle et Oxford : commerces mis à sac, bâtiments publics incendiés - fréquemment, des écoles - parfois même ce sont des stations électriques qui sont attaquées.

Ainsi donc, des infractions, des localisations, des acteurs spécifiques. Mais, au-delà, l'activité de ces bandes a pour origine des facteurs eux aussi très caractéristiques : déliquescence des structures familiales, chômage, territoires ethniquement hétérogènes, absentéisme scolaire, équipement sociaux vandalisés ou détruits, alcoolisme et toxicomanie. Et une activité violente qui s'exerce d'abord au détriment même de l'environnement -habitat, famille- des délinquants. Là-dessus, une présence policière exceptionnelle, réactive, limitée à de simples opérations "coup de poing" et toutes les conditions sont réunies pour qu'apparaisse ce que la criminologie expérimentale moderne appelle une "micro-culture violente".

Autres caractéristiques - plus techniques - des territoires où les bandes exercent leurs méfaits :

- Il s'agit le plus souvent de zones où le remplacement des rondes policières pédestres par des patrouilles motorisées équipées de radios, au cours de la décennie 60, a eu pour résultante une perte de contact avec la population, et l'état d'esprit réel de celle-ci. Quand, ayant perdu l'habitude de voir des policiers sur leur "territoire", les éléments juvéniles de ces micro-cultures violentes sont les témoins d'une irruption subite d'uniformes -surtout si cette "invasion" prend la forme d'une opération coup-de poing- ils réagissent brutalement contre ce qu'ils ressentent comme une agression. Les conséquences peuvent être catastrophiques et l'affrontement déboucher sur une polarisation antagoniste de deux "cultures" aussi sûres de leurs valeurs et de leur bon droit l'une que l'autre : celle des jeunes des cités, et celle de la police. Ajoutons que l'informatique et les progrès dans les domaines de la technologie policière, pour indispensables qu'ils soient, ont joué dans ce cas le rôle d'une ligne Maginot et entraîné une perte supplémentaire de contact avec la réalité du terrain.

- Sur ces territoires, du fait des médias, notamment de la télévision, le modèle de l'émeute se transmet par imitation et contagion : en octobre 1985, à Leicester, ce sont des supporters - anglais de souche - de deux équipes de football rivales qui déclenchent une émeute "style Brixton". Même situation durant l'été 1991, où les jeunes émeutiers de Birmingham, Cardiff et Newcastle sont le plus souvent d'origine indigène, nés et élevés dans des familles proches de ce qu'on appelle en France le "quart-monde".

Face à ces événements graves et persistants chez l'un de nos voisins immédiats, face à la dégradation de la sécurité en France pendant la plus grande part de la décennie précédente, les gouvernements socialistes successifs se sont contentés de faire du traitement de terrain, d'abord de façon épisodique; plus récemment en continu : on pourrait dire de l'homéopathie sociale.

Entre 1982 et 1990, le travail de fond des socialistes en matière de contrôle de la délinquance a consisté à créer, en 1982, une cellule interministérielle de prévention de la délinquance, réunissant les ministères des Affaires sociales, de la Justice, de l'Intérieur et de la jeunesse et des sports, dont l'oeuvre maîtresse a consisté à monter des "opérations été-jeunes". Ces opérations concernaient des jeunes de 13 à 18 ans provenant de zones et de populations défavorisées et prenaient la forme d'animations sportives locales, de séjours à la mer ou à la campagne, de randonnées, de sorties camping ou vélo, etc. Plus techniques, d'autres prestations offraient des stages d'informatique, de vidéo, d'équitation, d'initiations aux sports mécaniques et même de passage des divers permis de conduire. L'esprit du temps aidant, on a même vu le spectacle vaguement ridicule de CRS en mission commandée, organisant des concours de break-dance... En juillet 1983, un Conseil national de prévention de la délinquance a été fondé, pour généraliser et homogénéiser les initiatives estivales ci-dessus évoquées.

Que dire de tout ce travail ? Utile et généreux en soi, il a d'abord permis de lancer pas mal de poudre aux yeux. Les criminologues se souviennent encore avec délice du résultat, largement médiatisé, de l'opération anti-été chaud à Créteil en 1983 : les jeunes à problèmes du lieu ayant été envoyés à la mer, la délinquance y avait baissé de 50%. Superbe résultat, mais on pouvait mieux faire : en payant deux mois au club Méditerranée à tous les habitants de Créteil, on y faisait baisser la délinquance de 100% ... Bien entendu, nulle allusion dans les communiqués officiels à un possible effet de déplacement, dans l'espace ou dans le temps, de l'activité délinquante des jeunes à problèmes de Créteil ou d'ailleurs.

Ces opérations, ensuite, n'ont jamais donné lieu à une évaluation sérieuse de leurs résultats : jeunes inscrits à ces opérations suivis ultérieurement sur dossiers, augmentation ou diminution subséquente de leur carrière délinquante etc. Enfin, plus grave, la délinquance connue, après avoir dramatiquement augmenté en France entre 1981 et 83, n'a pas cessé de se maintenir à un niveau élevé.

Depuis 1991, un traitement en continu des problèmes que connaissent ces "quartiers misérables où s'échauffent toutes les passions" comme le dit François Mitterrand, volontiers hugolien, est en place, sous les auspices de Michel Delebarre et de son Ministère de la Ville. Celui-ci a hérité des compétences et des crédits de l'ex-Délégation interministérielle à la ville, du Fonds de prévention de la délinquance et du Fonds social urbain et le budget de 1992 lui a accordé une relance de 250 millions de francs. Objectif : le sauvetage des banlieues, notamment grâce à 300 opérations de Développement Social des Quartiers (DSQ). Au programme : ouverture d'antennes de services publics, aménagement des horaires des bureaux officiels, formation des agents, création de lieux d'accueil communs à plusieurs administrations, etc.

Là encore, des mesures utiles et bien venues, mais qui sont sans effet sur les "cités sensibles", d'où rayonne l'activité délinquante, ainsi qu'en témoigne l'opération DSQ pilote de Montfermeil, qui a été sans effet matériel (diminution de la délinquance) sur la tristement célèbre "Cité des Bosquets". Et comme le credo officiel s'appuie largement

sur les deux concepts - discutables, mais là n'est pas l'endroit - d'exclusion et de communication, on en vient maintenant à prévoir des pitreries d'ampleur pharaonique, tel le percement de boulevards immenses, entre des cités du type "Bosquets" et le reste de la ville. Comme si la mise en accès direct des Champs-Élysées, par le biais du RER, avec les cités sensibles de l'ouest de la région parisienne, naguère "exclues" et privées de "communication", avait fait baisser la délinquance dans le 8^e arrondissement...

Restera, pour un futur gouvernement, l'essentiel : assurer - sans opération coup de poing provocatrice, sans violence mais de façon définitive - l'ordre républicain dans les cités sensibles. Ne serait-ce que pour secourir des populations locales laissées sans défense à la merci de casseurs, qui arrivent à imposer, du fait de l'absence policière, une loi du silence rendant toute répression ultérieure impossible.

En France : fin 92, un commissaire divisionnaire en mission d'inspection veut visiter une des "cités sensibles" du nord de Marseille. Il s'y rend dans une voiture banalisée, avec un collègue en civil. Cernés dès leur arrivée sur les lieux par 200 voyous armés, ils doivent illico chercher leur salut dans la fuite. Bien leur en prend puisqu'à la mi-janvier, un autre policier, aventuré dans une cité de Garges-les-Gonesse, s'est fait lyncher et confisquer son arme par ses agresseurs. Des incidents isolés, montés en épingle ? Non : les premières données disponibles montrent que l'augmentation de la délinquance et de la criminalité, forte en 90, forte en 1991 a été forte encore en 1992.

La France des cités (1993)

La France des cités vit aujourd'hui à l'heure américaine. Pas complètement encore, mais une large part de ce qui s'y passe en trahit l'influence. Qu'on regarde ces murs couverts de graffitis, qu'on observe le "look" des vêtements de certains, qu'on considère le nom des bandes qui y évoluent. Tout montre la trace d'une « culture » importée.

Mais ce ne serait rien s'il ne s'agissait que d'image. La violence au quotidien s'est installée et les quartiers contaminés sont en train de dépérir. La prédation de proximité atteint toutes les catégories d'habitants, toutes les formes de commerces. La drogue tue et son économie infeste les esprits. Ce phénomène qu'on ne veut pas voir, mais qui est là, cette menace qu'on ne veut pas considérer en tant que telle, montrons-en la réalité, dans nos cités, maintenant.

Scènes de l'intifada ordinaire

Que le lecteur prenne le temps de lire attentivement la chronique qui suit. Il s'agit des principaux faits de violence sociale relevés dans les "secteurs sensibles" des banlieues de nos grandes villes d'octobre 1993 à mars 1994. Les principaux : la liste est bien loin d'être exhaustive. Et observons au préalable qu'il ne s'agit pas des mois les plus chauds de l'année; que nulle guerre du Golfe n'est venue pousser à l'ébullition des têtes juvéniles. Enfin que le gouvernement actuel n'a manifesté envers les auteurs de ces méfaits aucune indulgence particulière, les poussant à se croire invulnérables. Non : il ne s'agit là que de scènes de ce qui ressemble de plus en plus à une guérilla urbaine permanente; que du journal de *l'intifada ordinaire*.

Octobre 1993, Aulnay-sous-Bois, Seine Saint-Denis, dans la "Cité des 3000"

Un automobiliste ivre et armé d'une hache est blessé par un policier. S'ensuit une semaine d'émeute, au long de laquelle une centaine de "jeunes" - nous reviendrons plus loin sur ce que recouvre ce terme - saccagent et pillent des magasins, incendient des voitures, jettent des cocktail-molotov sur le commissariat et bombardent à coup de pierre policiers et pompiers venus sur les lieux.

Fin octobre et début novembre 1993, à Melun, dans le quartier des Mézereaux; puis à Savigny (Seine et Marne).

Un "jeune" prénommé Mohamed se tue accidentellement sur la moto qu'il venait de voler. Rumeur aux Mézereaux : des policiers lui ont tiré une balle dans la tête. Démenti immédiat suite à l'autopsie mais le soir même, une centaine de "jeunes" tend une embuscade aux forces de l'ordre. Une voiture volée est incendiée sur le parking du

centre commercial local; quand la patrouille arrive, 80 jeunes agressent les policiers à coups de barres de fer et de cocktail-molotov. 3 policiers blessés. dans les jours qui suivent, incendies de voitures et pillages de commerces aux alentours.

Décembre 1993, Montfermeil, Seine Saint-Denis à la "Cité des Bosquets", puis à Clichy, à la "Cité Romain Rolland"

La police vient constater un cambriolage chez le concierge de l'une des tours de la cité; émeute, jets de pierre et de cocktail-molotov, une voiture de police incendiée, 2 policiers blessés.

Décembre 1993, à Bron, dans la banlieue lyonnaise

Un "jeune", Mohamed T., est tué par un policier dans des circonstances peu claires. Émeute, feu de détritux et incendies de voitures, harcèlement des policiers et pompiers par une trentaine de "jeunes"; jets de pierre, bombardements du haut des immeubles etc.

Décembre 1993, à Champigny, Val-de-Marne, dans la résidence du Plateau

Démantèlement d'un réseau de trafiquants et vendeurs d'héroïne (blanche et surtout brune - le "brown sugar"). La bande, très structurée, est dirigée par Farid Y., 21 ans. L'organisation - pyramidale, avec sous-chefs, chefs d'équipe etc. - compte une vingtaine de personnes, aucun d'entre eux n'étant toxicomane. Ses "cadres" communiquent par alphapages et téléphones portables et sont porteurs de feuilles de paye fournies par des entreprises complices. Chaque semaine, la bande réceptionne, conditionne et vend un kilo d'héroïne; soit, après coupage, ± 2000 doses de ± 1 gramme. Dans l'appartement de Farid Y., on trouve, outre 350 g. d'héroïne, des bijoux volés, le produit du pillage d'un entrepôt d'alcool, etc. Dans les cités, le "business", de plus en plus professionnel, c'est, très concrètement, cela.

Décembre 1993, entre Garges et Gonesse, Val d'Oise.

Deux bandes rivales s'affrontent à coups de feu (carabines et pistolets). Divisés en deux "commandos", les agresseurs attaquent leurs "ennemis" en tirant depuis deux voitures, tandis qu'un second groupe, à pied celui-ci, est en embuscade pour attaquer les fuyards. Quatre blessés, dont un grave.

Janvier 1994, à Grigny, Essonne, cité de la Grande-Borne

Une quinzaine de "jeunes" armés de pistolets et de barres de fer attaque sans raison une fête d'après baptême, organisée par des congolais. 17 blessés, dont 2 graves, l'un par balle. Les locaux sont dévastés, ± 15 voitures incendiées.

Janvier 1994, à Amiens, Somme

Le proviseur du LEP Montaigne, situé dans un quartier "sensible", chasse un bel après-midi des racketteurs de son établissement. Le soir même il tombe à proximité de son bureau dans un véritable guet-apens : trois "jeunes" cagoulés le poignent, le blessant sérieusement au bras.

Janvier 1994, à Orly et Choisy-le-Roi, Val-de-Marne

20 à 30 "jeunes" venus de cités voisines organisent une razzia sur plusieurs centres commerciaux des deux localités; pillages, plusieurs blessés, véhicules saccagés aux alentours.

Janvier 1994, à Massy, Essonne

Une bande de la cité du "Grand L" des Baconnets monte une expédition punitive sur le territoire de la cité Zola, dans la ville voisine de Massy. Cagoulés et armés de fusils à canons sciés, dix "jeunes" tirent au hasard sur des passants avant de disparaître en voiture. Une jeune femme est sérieusement blessée.

Février 1994, à Rouen, Seine Maritime, dans la Cité des Sapins.

Ibrahim S. est tué par des gendarmes alors qu'il s'enfuyait à bord d'une voiture volée. Une semaine durant, échauffourées entre forces de l'ordre et une centaine de "jeunes" de la cité. Voitures incendiées, dégâts importants.

Mars 1994, à Paris et à Lyon

Au cours des manifestations anti-CIP, des commandos de "jeunes", organisés et très mobiles, cassent et pillent sur le passage des cortèges. la presse parle de véritables scènes de guérilla urbaine.

Mars 1994, Garges-lès-Gonesse, Val d'Oise

Un adolescent de la cité de la Dame-Blanche est assassiné dans le parc de La Courneuve. Immédiatement, de 150 à 200 "jeunes" déclenchent une émeute de plusieurs jours. Centres commerciaux et magasins pillés, un commissariat pris d'assaut, ± 20 voitures incendiées, affrontements avec les forces de l'ordre. Dégâts très importants. Les jours suivants, l'agitation s'étend à Stains, cité du Clos Saint-Lazare et à Saint-Denis, cité des Francs-Moisins. Au cours du même mois, des émeutes analogues se produisent à Avignon, suite au meurtre d'un jeune marocain et à Corbeil-Essonnes, quand la police tente d'arrêter des cambrioleurs dans la cité des Tarterets.

Ainsi, treize ans après les premières éruptions des banlieues - les fameux "rodéos" de l'été 1981, aux Minguettes, à Vénissieux - municipalités et entreprises de la périphérie des métropoles françaises font désormais face à un déferlement catastrophique de la criminalité et de la délinquance. Au point que se sont récemment créées des sociétés de "risk-management" urbain; ou plutôt périurbain. Ce sont d'ordinaire les entreprises multinationales qui pratiquent cette forme de gestion des risques industriels et technologiques graves, ou des catastrophes naturelles, type inondations ou tremblements de terre. Le "risk-management urbain", lui, prend surtout en compte la criminalité de la périphérie des grandes villes.

Avril 1994, à Vaulx-en-Velin

Selon le "nouvel Observateur", on assiste à un "scénario de la guérilla ordinaire...". C'est dire.

Le "politiquement correct" à la française

Cette situation, les Français n'en ont pas vraiment conscience - à part, bien sûr, ceux qui habitent ces secteurs à risque, où a proximité. La faute en est aux divers gouvernements de la décennie écoulée et à l'usage qu'ils ont fait d'une variante du langage "politically correct". Cette mode, qui sévit aux États-Unis depuis des années et frise parfois l'hystérie collective, veut que les problèmes s'évanouissent quand le vocabulaire est enjolivé : ne parlez plus des Noirs, mais des "peuples du soleil" et, hop ! Le racisme disparaît. En France, la mode est plutôt à la périphrase anesthésique : les banlieues chaudes ? Des "quartiers en difficulté", ou "sensibles". Les délinquants ? Des "jeunes". Les ghettos ? Des "cités à problèmes". Les bandes armées mono-ethniques ? L'expression d'un "repli communautaire". Les razzias sur les magasins ? De la "délinquance grégaire". Les vigiles embauchés par les municipalités et les commerçants ? Des "agents d'ambiance". Nom de code politique, enfin, pour tous ces problèmes ? La "ville".

Exercice pratique de traduction : entendez-vous dire à la télévision, que "des jeunes d'une cité sensible ont commis un acte de délinquance grégaire au détriment d'une grande surface" ? Cela signifie que 50 voyous, avec cagoules et battes de base-ball, ont pillé un hypermarché. Poursuit-on en assurant que ces problèmes seront réglés "dans le cadre d'une politique de la ville appropriée" ? Vous avez l'assurance que rien ne bougera. Car, en réalité, "villes" et "jeunes" ne sont que des euphémismes pour tout autre chose. La preuve ? Ce voyage, du côté des banlieues chaudes des grandes métropoles françaises et de leurs bandes.

La "mère de toutes les banlieues chaudes"

Il existe en France une matrice pour tous les "secteurs sensibles" : les quartiers nord de Marseille. Comme c'est souvent le cas, ces cités marseillaises "à problèmes" portent des noms pleins de charme, fleurant bon la Provence, comme "Les Lauriers", "La Castellane", "Le Petit Séminaire", ou encore "Le Plan d'Aou". Mais derrière ces dénominations bucoliques se dissimulent des ghettos entraînés depuis une, deux décennies parfois, dans une déchéance jusqu'ici sans retour. De longue date, les derniers habitants socialement intégrés ont entrepris de fuir ces cités, où ne restent plus désormais - bon gré, mal gré - que des Français de souche marginalisés et des immigrés, légaux ou clandestins. Combien ? Nul ne le sait vraiment, entre les locaux occupés sans droits ni titres (les "squats") et les "hébergements" de complaisance pratiqués par les locataires des appartements.

Jour et nuit, dès l'entrée de la cité, des guetteurs, les "choufs" - du mot arabe qui signifie regarder - sont là pour avertir les dealers de drogue de l'arrivée de tout élément étranger à la cité. Aventuré dans le secteur, le piéton étourdi se fera injurier à coup sûr, molester sans doute. L'automobiliste recevra des pierres; un parpaing s'il longe un immeuble ou une passerelle. Seuls "étrangers" bienvenus : les toxicomanes. Car les narcotiques - héroïne, haschisch - s'y vendent à ciel ouvert; détail, demi-gros (dizaines ou centaines de grammes) ou gros (kilo et au dessus), selon vos moyens.

Ce commerce n'est pas le seul : celui des faux papiers d'identité y prospère également. Mais surtout, signe de l'apparition d'une authentique économie souterraine, de véritables "supermarchés clandestins" se sont installés dans des caves, ou des appartements

squattés. Là est écoulé le produit des razzias pratiquées dans les grandes surfaces voisines - les vraies.

Dans cet univers socialement décomposé, les caïds sont les seuls modèles d'une jeunesse oscillant entre ennui et désespoir, privée de tout soutien familial et n'ayant le plus souvent pour seule perspective que la "démerde" personnelle. Ces caïds de cités - leurs oncles, leurs frères, parfois - peuvent étaler sans grand risque leurs richesses : bijoux, voitures de luxe, liasses de billets de 500 francs. Cela fait en effet longtemps que, de son propre aveu, la police a déserté ces sanctuaires, devenus des bases de repli pour les bandes écumant les alentours. C'est ainsi que la plupart des courses-poursuites nocturnes entre véhicules de police, "dealers" ou voleurs de voitures, s'arrêtent à leurs portes... Véritables États dans l'État, ces cités vivent sous le signe de la violence individuelle, de la toxicomanie et de la prostitution. Les travailleurs sociaux qui y opéraient ont jeté l'éponge depuis longtemps; ceux qui s'aventurent encore dans les cités le font plus par complicité avec les "jeunes" que par désir de les ramener dans le droit chemin. A la proximité de ces cités-ghettos, enfin, commerçants et enseignants vivent dans la peur.

Périphérie parisienne, Apocalypse now ?

Sur le territoire français, 400 secteurs plus ou moins "chauds" font l'objet d'un contrat dit de "Développement social des quartiers". En théorie, cela leur assure des aides financières destinées à les extraire de leur marginalité. Là dessus, une centaine de cités sont véritablement gangrenées par la violence urbaine au quotidien et ressemblent peu ou prou à celles de Marseille : fermeture à la police, violences juvéniles quotidiennes, racket généralisé et trafic massif de stupéfiants. En Ile-de-France, enfin, une quarantaine de cités sont particulièrement "sensibles".

Vivre dans ces cités où alentours, cela signifie quoi, concrètement ? D'abord, et très simplement, se trouver en état d'extraterritorialité, au-delà des capacités d'action de la loi républicaine. La plupart des résidents, les (derniers) Français de souche, nos concitoyens d'origine étrangère, les immigrés, sont en général placés sous la coupe de minorités juvéniles toujours entre deux bouffées de rage destructive et grisées par une décennie d'impunité quasi totale. Se sentant invulnérables - et l'étant le plus souvent, aujourd'hui encore, dans les faits - ces bandes s'en prennent aux biens - "tags", graffitis, dégradations diverses, razzias sur les commerces, vols divers; et aux personnes : "dépouille" d'autres jeunes, vols avec violence ou à main armée, "expéditions punitives" ou provocations collectives visant quotidiennement les symboles de l'autorité, facteurs, policiers, enseignants, vigiles, chauffeurs d'autobus; pompiers, même.

Dans ces cités, la moindre intervention policière; le plus banal incident de la circulation, une rumeur même, suscitent sur le champ une violente émotion collective. Des dizaines, parfois des centaines de "jeunes" s'attroupent; menaçants d'abord, violents ensuite, pour défendre leur "territoire" contre l'intrusion de l' "ennemi". Au premier accroc, les rares postes de police encore en fonctionnement sont la cible de jets de cocktails Molotov, voire de tir d'armes à feu.

Établissements d'enseignement ou "Fort Apache" ?

Dans la cité ou à sa proximité, le lycée, le LEP, le CES, l'école, sont des points de fixation majeurs pour des "jeunes" le plus souvent en état d'échec scolaire. En deux ans

d'escalade, on est passé, dans ces lieux d'éducation, de méfaits "classiques" comme les saccages de locaux, tags, inscriptions injurieuses; ou encore la "dépouille" - vol sur un autre jeune d'un vêtement de prix, ou d'un baladeur, par exemple; ou enfin le racket, à des crimes caractérisés. Les agressions d'enseignants, d'abord. La moindre réprimande adressée à un "jeune" chahuteur peut déboucher sur une descente des grands frères, ou des copains, suivie d'insultes, de menaces ou de coups; plus sournoisement, la bande peut aussi s'en prendre à la voiture de l'enseignant. Les incendies volontaires, ensuite; à plusieurs reprises ces derniers mois, des écoles ou des lycées ont été en partie ou totalement détruits par le feu [voir carte] suite à ce qu'il faut bien appeler des attentats. Les attaques par armes à feu, enfin. Deux fois depuis le début 1993, en Seine-Saint-Denis, au CES Victor-Hugo d'Aulnay-sous-bois et au LEP Jean-Moulin du Blanc-Mesnil, des individus - des "jeunes", selon les témoins - ont ouvert le feu sur des élèves sortant de cours; dans le second cas, à l'aide d'un pistolet-mitrailleur MAT 49 !

Soulignons-le : les faits décrits ci-dessus n'ont pas eu Beyrouth, ou Belfast pour théâtre, mais des cités implantées à quelques kilomètres du boulevard périphérique. Et les auteurs de ces méfaits passent au moins autant de temps à Paris même, entre la Gare du Nord, Châtelet-les Halles et la Défense que sur leurs territoires.

Géopolitique des cités chaudes

Des territoires qui, pour être aux portes mêmes de Paris, sont parfois aussi mal connus des autorités que le fin fond de l'Amazonie. Par exemple : une enquête de plusieurs mois ne nous a pas permis de trouver des informations pourtant banales - population globale de la cité ? Proportion d'étrangers ? De moins de 20 ans ? De chômeurs ? - que sur 24 des 40 cités-ghettos de la région parisienne recensées sur notre carte. Synthèse de ces informations : au total, ces 24 cités ou quartiers ont 247 000 résidents. Légaux, bien sûr : comment dénombrer immigrés clandestins et squatters là où le contrôle social, public ou privé, ne s'effectue que sporadiquement, ou pas du tout, depuis plus d'une décennie ?

En moyenne, donc, chacun de ces "secteurs chauds" compte 10 500 résidents "légaux" - 14 000, pour le plus peuplé, 3 100 pour le plus réduit. 36% des habitants sont des étrangers. Rappelons qu'il s'agit là d'immigrés en règle et que les statistiques ne permettent pas de distinguer les citoyens d'origine étrangère, ou les naturalisés, des Français de souche. Mais d'après les organismes d'HLM, la proportion des personnes disposant de la citoyenneté française depuis plus d'une génération, c'est à dire "métropolitains" et antillais, ne dépasse pas 20% du total des habitants connus, dans le plus grand nombre de ces cités. Où, en moyenne toujours, les moins de 20 ans sont plus de 40% et des chômeurs - inscrits - près de 18%.

Comme celles de la région Marseillaise, ces cités sont difficiles d'accès - notamment celles dites "fermées", c'est à dire ne comportant qu'une seule voie d'entrée ou de sortie - Partout on y "deale" du haschisch et, de plus en plus, de l'héroïne, surtout de la brune, le "brown sugar". Les bagarres entre bandes, les viols, les attaques des rares autobus ou cars de polices qui s'y aventurent encore, sont des événements quasi-quotidiens, que personne ne se donne plus la peine de recenser.

Problème N°1 des cités : les narcotiques. Invisible d'ordinaire - surtout pour qui décide de fermer les yeux - la gangrène de la drogue révèle toute sa cruelle ampleur à l'occasion d'affaires comme celle, toute récente, du "Quartier des Biscottes", à Lille-sud.

Vous souvenez-vous ? Larmes aux yeux, la France de juin 1993 écoutait des "jeunes" expliquer devant les caméras qu'ils avaient "chassé les dealers pour protéger leurs petites soeurs et leurs petits frères" de la drogue. Brutalement, à cette occasion, les Français apprenaient qu'il y avait dans le sud de Lille, aux "Biscottes" mais aussi dans le quartier des Moulins, à Wazemmes, à Faches-Thumesnil, des centaines de clandestins algériens inondant la zone frontalière franco-belge d'une héroïne acquise aux Pays-Bas, à deux heures de voiture de là. Tels étaient les dealers que les "jeunes" des "Biscottes" avaient un beau jour attaqués, lynchant ceux qu'ils attrapaient et brûlant leurs voitures.

Ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, Simone Veil voyait dans l'affaire "un aspect positif, celui de la responsabilité des jeunes". Son collègue de l'Éducation nationale parlait de "réflexe sain". Robert Broussard, coordinateur de la lutte policière contre la drogue trouvait "saine" la réaction des "Biscottes". Bernard Tapie, lui, encensait ces "mômes immigrés qui sont en train de virer des clandestins qui fourguent de la drogue". C'était le consensus général autour des "Biscottes". La poussière retombée, la réalité apparut assez sensiblement différente de l'allégorie justicière du premier jour. Au-delà de manoeuvres politiciennes obliques pour le contrôle des services sociaux de Lille-sud - donc de l'appareil électoral d'un quartier crucial sur l'échiquier municipal - les "jeunes" semblaient bien avoir plus "chassé" la concurrence, que le deal proprement dit. Même "Libération", peu suspect d'hostilité envers les "jeunes", suggérait dans une courageuse "Contre-enquête" que le déclenchement de l'émeute venait de ce que : "les clandestins cassent les prix et coupent la poudre". La poudre ? L'héroïne, bien sûr...

Des "quartiers des Biscottes", la Région parisienne n'en manque pas. Selon les stup's locaux, le tiercé gagnant de l'héroïne - le Triangle d'or en quelque sorte - c'est le quartier des Fleurs, à Asnières, la cité des Marguerites, à Nanterre et la cité du Luth à Gennevilliers. Là, un dealer de "brown sugar" d'une certaine envergure, contrôlant quelques escaliers d'immeubles et caves stratégiques, alimentant une cinquantaine de toxicos par mois, "tourne" sans problème aux alentours d'un million de francs par mois, plus d'un milliard de centimes par an...

"Inhumaines", les cités ?

Stupéfiants, délinquance, anarchie : faut-il alors incriminer le décor ? Le "paysage inhumain des banlieues" comme on dit ? La tour de 15 étages, la barre de 500 appartements sont-elles forcément criminogènes ? Cette impression que l'on peut avoir à distance, ou par le biais d'images télévisées fugitives ne se confirme pas lors de l'observation réelle sur le terrain. Dans la région parisienne, si certaines des cités réputées dures sont franchement cauchemardesques, d'autres, tout aussi "sensibles", comme "Le Globe" et "Le Clos Saint-Lazare" à Stains, "77-Enghein", à Epinay, "Les 4000-Nord" à la Courneuve, "La cité des Indes" à Sartrouville sont en pleine rénovation, ravalées de frais. Dans la région lyonnaise, la cité du Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin, théâtre d'émeutes graves à l'automne de 1990, périodiquement agitée depuis, semble sortie d'un rêve d'urbaniste écologiste : pas de tours, de petits immeubles harmonieux d'allure, bordés de pelouses et de bosquets.

Cas plus caractéristique encore, celui de la ville nouvelle des Ulis, dans l'Essonne. Fondée en 1977, elle a été conçue comme un village "à l'ancienne" avec un centre convivial, coeur de l'activité communale. Dans l'ensemble, que de petits immeubles collectifs aux Ulis. Des tours ? Il n'y en a que trois dans le centre. Qui mieux est, selon

une note officielle du début de 1993, "tout y a été conçu pour la sécurité". Et pourtant. Depuis le milieu des années 80, le centre commercial Les Ulis 2, et la majorité des quelque 28 000 habitants de la ville, sont victimes de "bandes de jeunes". Scénario habituel : déprédations, vols à l'étalage, razzias, provocation des vigiles dans la journée, bagarres avec les mêmes vigiles le soir. Manifestations musicales et artistiques sont régulièrement harcelées ou envahies.

A partir de 1990, les choses empirent : des voitures de policiers sont transpercées par les billes d'acier des lance-pierres des "jeunes"; le commissariat essuie des tirs de carabine. En mars-avril 1991, la ville vit des échauffourées tournant parfois à l'émeute : des voitures sont retournées, une moto est projetée dans la devanture d'un restaurant. Au mois de mai de la même année, Les Ulis vont s'illustrer - tristement - comme la première ville française témoin d'un authentique acte de guérilla urbaine, "à l'américaine". Le 8 au soir, dix vigiles quittant leur lieu de travail tombent dans une véritable embuscade. Une quarantaine de "jeunes" âgés de 18-20 ans, armés de battes de base-ball et de manches de pioche, certains portant des cagoules, les assaillent et les rouent de coups.

Pendant ce temps-là, précise le rapport de police "deux scooters surgissent; leurs passagers, armés d'un fusil à pompe et d'une carabine de chasse tirent à plusieurs reprises sur les vigiles et en blessent trois sérieusement". Comment expliquer cet attentat ? Par une attitude répressive des autorités locales ? Tout au contraire : le maire, socialiste, est un partisan convaincu du dialogue et du traitement social des turbulences juvéniles. Mieux : il a même associé au conseil municipal des Ulisiens non français, pour ne pas se couper des 23% de ses administrés étrangers. Récompense de son approche "soft" : des scènes de violence dignes de Los Angeles et l'un de ses conseillers municipaux étrangers qui crée un comité de solidarité avec les auteurs de l'embuscade criminelle tendue aux gardiens du centre commercial...

Une situation unique ? Non : les rapports policiers montrent que dans l'Essonne, département naguère paisible, vierge des traditions d'agitation de la "ceinture rouge", de tels actes peuvent se produire dans une dizaine de cités. Ils montrent particulièrement du doigt celle des "Tarterets", à Corbeil, le quartier des Cinéastes, à Épinay sous Sénart, le "Grand ensemble" partagé entre Massy et Antony, les "Hautes-Mardelles", à Brunoy et le quartier des Pyramides, à Evry. Là, d'immenses parkings souterrains, pratiquement désertés, abritent les épaves de plus de 300 véhicules divers, servant à tous les trafics imaginables...

Si le décor n'est pas un facteur décisif, faut-il alors incriminer la misère ? Là encore, accrochées aux fenêtres des cités, la multitude de ces antennes paraboliques permettant de capter les programmes de télévision par satellite; le nombre de voitures haut-de-gamme - Mercedes, BMW - garées aux pieds des immeubles, installent le doute devant le côté simpliste de cette explication. Le nombre des titulaires du Revenu Minimum d'Insertion, ou RMI, est-il un indicateur plus fiable ? Pas sûr : les familles des caïds de la cité des "Francs-Moisins", des Français d'origine algérienne, arrêtés en février 1993 en possession de plus de deux tonnes de haschisch, rendus milliardaires par leur trafic et propriétaires, entre autres, d'un superbe restaurant à Saint-Denis, percevaient le RMI...

Mais alors, où est le problème ? Qu'est-ce qui rend certaines cités plus "chaudes" que d'autres ? Manifestement, la présence de "bandes de jeunes". De quelles bandes s'agit-il ? Où sont-elles implantées ? Où sévissent-elles et comment ?

L'irrésistible ascension des bandes

Banlieues "en difficulté", cités "sensibles" : sous les périphrases d'usage, des réalités, des populations, des paysages d'une grande variété. Mais, tous ces secteurs dit "chauds" présentent un trait commun : la présence de bandes de "jeunes". Des bandes, vraiment ? Comme les "Bloods" ou les "Crips" aux États-Unis, des structures permanentes, hiérarchisées, contrôlant réellement des territoires, dotées d'épreuves d'admission et de rites initiatiques ? Disposant de signes d'appartenance (couleurs fétiches, symboles etc.) et respectant un code d'honneur lié au secret ? Non, bien sûr. Seule la "Secte Abdulai", [voir, plus loin, "le météore Zoulou"] ressemble peu ou prou à de telles organisations.

Dans les cités françaises, on trouve plutôt des noyaux de copains d'un même immeuble, ou ayant fréquenté la même école, habitués à "traîner" ensemble. En cas d'incident local, ou de mobilisation émotionnelle - l'interpellation d'un autre "jeune", par exemple - ces noyaux se regroupent spontanément, pour quelques heures, quelques jours maximum. Réactifs, mouvants, éphémères, ces rassemblements sont tout, sauf de vraies "bandes", même si, par commodité, tout le monde utilise le terme. Faut-il alors déclarer ces groupes inoffensifs ? Non.

La frustration et la rage

D'abord, parce que les "jeunes" qui les composent sont, tous, profondément malheureux de leur état, de leurs conditions de vie, de ce qu'ils pressentent de leur avenir. Ils sont dans leur grande majorité étrangers ou d'origine étrangère, principalement maghrébine. Travailleurs sociaux, policiers, élus locaux s'accordent à dire que 70% au minimum des membres de ces "bandes" sont des beurs. Fait intéressant : alors que les jeunes filles sont en quantité notable chez les "Zoulous" africains ou antillais d'origine au point qu'existent des "gangs" zoulous féminins, les filles de la 2ème génération maghrébine sont absentes des bandes de cités. Là aussi, les experts sont unanimes : pour elles, l'intégration "marche"; elles sont dans l'ensemble en train de s'en sortir.

Exemple : cette famille de la tristement célèbre Cité du Luth, à Gennevilliers. Les parents sont algériens; le père, manoeuvre dans l'automobile. Ils ont six enfants. Des quatre filles, l'aînée est ingénieure en informatique, la seconde, prothésiste dentaire, la troisième fait médecine et la dernière "marche très bien" au lycée. Et les deux garçons ? L'un est toxicomane, et le second milite au Front islamique du salut...

Se sentant marginalisés, et malgré l'exemple de leurs soeurs, les "jeunes" des cités voient dans leur origine étrangère l'unique, et insurmontable, explication à leur difficulté d'insertion. L'absence de soutien familial - peu nombreux sont les parents qui écrivent le français - leur interdit quasiment de réussir dans un système scolaire déjà peu efficace en temps normal. Traînant en bandes dans la rue, le plus souvent livrés à eux-mêmes; loin des adultes susceptibles de les "policer" et de les initier aux usages de la vie sociale, ils tendent à adopter une attitude arrogante et brutale, de défi nihiliste, envers tout les "étrangers". Peu éduqués, peu accessibles au sentiment de culpabilité, ils se laissent guider par leur instinct et leur émotivité. Cela les conduit, dit pudiquement une note officielle, à "renâcler devant les exhortations à la sagesse"...

Ainsi, la plupart des "jeunes" des cités portent-ils en eux un potentiel de rage - ils disent "avoir la haine" - de révolte et de violence qui, à certains moments fait d'eux de

véritables "bombes humaines" pour reprendre le titre d'une prophétique chanson du groupe de rock "Téléphone".

"Arnaque" et "bizness"

Être jeune dans une cité ? c'est d'abord se trouver, comme dit un sociologue, en "état de dépendance agressive" vis-à-vis du monde extérieur - mairie, service sociaux - réduits au rôle de simples distributeurs de services et d'allocations. C'est aussi "faire les courses", "se débrouiller" : se procurer, sans rien demander aux parents, les "sapes", la nourriture, le haschisch qui calme les nerfs et l'argent pour "s'éclater". Pratiquée régulièrement, l' "arnaque" conduit vite au "bizness". En dialecte sociologico-bureaucratique, le "bizness" c'est l' "état de survie délictueuse" dans lequel se trouvent des "adolescents ou jeunes adultes non intégrés socialement". Les policiers eux, parlent plus prosaïquement de délinquants récidivistes, ou de casseurs. Et c'est là que la "bande" va prendre toute son importance. Car si l' "arnaque" peut se pratiquer seule, ou avec un copain, le "bizness", lui, est une affaire collective.

Dans le langage des cités, le "bizness" est tout ce qui permet de gagner de l'argent; bien entendu sans "esclaver", c'est à dire travailler à heures fixes pour un salaire. Ce rejet de l'activité salariée n'est pas à sens unique; bien souvent - le plus souvent ? - c'est le travail qui ne veut pas des "jeunes". A la cité Pierre-Collinet de Meaux, par exemple, Céline, 19 ans, "sort" les cinquante 8-12 ans de la "Pierre-Co" durant les mois d'été, pour les distraire. "A tous", dit elle "j'ai demandé les boulots que faisaient leurs grands frères. Tous, sauf deux, ont répondu : rien; il traîne, il se débrouille. Sur les deux qui bossaient, je te jure, l'un "galérait" à l'abattoir et l'autre à la morgue...".

Reste donc le "bizness" : vols, "dépouilles", recels et trafics. Avant tout, le "deal" du haschisch, qui rapporte, au niveau le plus modeste, vingt à trente mille francs par mois, sans risque. Mais qui dit "deal" dit territoire. Un trafic est toujours étroitement lié à une cité donnée. En effet, contrairement aux "Zoulous", les "jeunes" des bandes de quartiers sont des sédentaires. Mal à l'aise hors de leurs fiefs, ils n'en sortent que pour affronter d'autres groupes, pour des razzias, ou des manifestations "antiracistes". C'est ainsi que, dans le XIX^{ème} arrondissement de Paris, la bande "black" des "Orgues de Flandres" et celle, "beur" de la cité "Riquet-Tanger" s'affrontent pendant tout l'été 1993, mais s'allient peu après pour affronter les hooligans néo-nazis du Paris-Saint Germain.

Voilà comment le décrochage social de ces "jeunes" des banlieues génère une éclosion de bandes locales dans la périphérie des grandes villes. Seuls, livrés à eux-mêmes ils ont imaginé des structures, des comportements alternatifs : le groupe, en premier lieu. Certes pas la bande organisée, on l'a vu, mais ce que les sociologues américains appellent le "posse", la "meute". Ces rassemblements temporaires de noyaux, eux, plus stables sont à la fois de véritables "écoles de démerde" et l'instrument permettant l'expression du "patriotisme de cité" : attroupements en cas d'intrusion policière, émeutes, etc.

Moins structurée que la bande proprement dite, la "meute" est tout aussi dangereuse : aux États-Unis, selon le FBI, les redoutables "posses" jamaïcains contrôlent plus de 30% du trafic du "crack" sur la Côte Est du pays et leurs guerres intestines sont à l'origine de plus de 500 meurtres par an. Implantées dans les cités d'Ile-de-France, des "meutes" servent désormais souvent de piétaille aux caïds locaux, ceux qui contrôlent le trafic de l'héroïne et du haschisch sur une grande échelle. Elles sont à l'origine de la

diffusion de la "poudre" et du "shit" dans les banlieues. Leurs membres sont les obscurs, les sans-grade d'une économie souterraine qui s'épanouit aujourd'hui ouvertement dans les "quartiers chauds" : celle de la drogue.

Cette évolution était-elle fatale ? Difficile à dire. Tout avait commencé en 1981 par les "Rodéos des Minguettes". L'explosion du premier "été chaud"; les défis à la police élevés à la hauteur d'un sport de masse. La violence, la provocation, devenus des valeurs positives. Et 250 voitures volées et brûlées en deux mois. Mais rapidement la politique, le dialogue avaient pris le dessus. Par centaines, des associations s'étaient créées pour faire entendre la voix des "jeunes" et des cités. En 1983, une rencontre, à l'Élysée, entre des émissaires de la Marche des "beurs" pour l'égalité et contre le racisme et le Président de la République avait marqué l'apogée du mouvement.

L'année suivante, "Convergence 84" avait tenté de ranimer la flamme. Mais le coeur n'y était plus. Les associations se déchiraient, entre haines personnelles et objectifs aussi flous qu'inconciliables. A partir de 1985, des machines politiciennes comme "SOS-Racisme" avaient pris le relais, et les "jeunes", naïfs et aisément manipulables, n'avaient pas décelé d'emblée la nature ambiguë de leurs objectifs. Quand la réalité leur apparut, les "jeunes" décidèrent pour la plupart que la politique était une "embrouille" trop perverse pour eux. Depuis, ils l'évitent comme la peste. Et quand ils se mobilisent pour une cause en apparence politique, le "bizness" n'est jamais très loin. Ainsi, en novembre 1990, une bande de la cité des Bosquets, à Montfermeil, se servit-elle d'une manifestation "antiraciste" pour piller les boutiques du quartier Montparnasse et agresser des français de souche qui passaient par là.

Les associations en faillite, que reste-t-il ? Une haine, un peu anarchiste, des "bourges" et des "keufs", - dont il faut "se faire respecter". Une "culture de l'émeute" qui se manifeste à chaque "martyre" d'un "jeune". "Martyre" pour décès : l'expression n'est pas innocente. C'est la première intrusion du vocabulaire islamiste dans l'argot et le "verlan" des banlieues... Restent aussi les potes, le monde mythique des "gangs" à l'américaine, le Rap, les héros du ciné et de la télé : de quoi s'identifier et, faute d'un autre modèle positif, construire sa personnalité.

Au pays des vitrines de béton

Centre commercial de Val-de-Fontenay, un jour parmi d'autres : vers 19h., une vingtaine de "jeunes" sont venus agresser les 6 vigiles de l'hypermarché Auchan; comme d'habitude, profitant de la bagarre générale, une équipe plus jeune - 14 ans en moyenne - en profite pour se faufiler dans le magasin et faucher. Sont-ils poussés par la misère et la faim ? S'emparent-ils de nourriture et d'objets de première nécessité ? Pas du tout : ils volent des vêtements de marque, des objets à forte valeur ajoutée, que l'on peut "fourguer" facilement. Jean Valjean est bien loin... La preuve : ce procès-verbal d'un vol - un parmi des dizaines d'autres - commis dans un autre hypermarché, le Carrefour de Stains. "Après avoir dévalisé les rayons vestimentaires et hi-fi, sortent en force malgré l'intervention de la sécurité... Préjudice : 60 000 francs". Ces "jeunes" du Val-de-Fontenay sont-ils d'insaisissables Robin-des-Bois ? Non plus : des caméras de surveillance ont permis de les identifier depuis belle lurette. Mieux même : leurs meneurs sont connus de tous ; ils jouissent d'une sorte de célébrité locale.

Parfois, avec lassitude, les policiers les arrêtent, exercice mille fois répété et dont tous connaissent l'inanité. Le lendemain, les interpellés reviennent parader sur leur terrain de

chasse. Pas forcément pour le "baston". Juste pour montrer qu'une fois de plus, ils sont sortis de la machine judiciaire à peu près aussi vite qu'ils y étaient entrés. La justice ne s'intéresse pas aux "jeunes". Ou se trouve impuissante devant eux. Alors, ils reviennent narguer le personnel de l'Auchan de Val-de-Fontenay. Ou celui du centre commercial des Trois-Moulins d'Issy-les-Moulineaux, des Quatre-Temps de la Défense; ou encore de la Dame Blanche de Garges-lès-Gonesse.

Une liste qui finit par prendre l'allure d'un annuaire commercial des grandes surfaces et centres commerciaux de la banlieue parisienne. La zone périurbaine de Paris, ce troisième cercle qui s'étend entre 25 et 40 kilomètres du coeur de la capitale, est-il mieux loti ? Pas vraiment : Essonne, Seine-et-Marne, Val-d'Oise et Yvelines, cet eldorado des familles bourgeoises de Paris et de province qui sont venues nombreuses s'y installer dans les décennies 70 et 80, pâtissent à leur tour des exactions des bandes. Les hypermarchés, surtout, édifiés pour une clientèle aisée et grosse consommatrice, sont les irrésistibles attractions d'un paysage qui en est bien dépourvu. Les Quatre-Temps de la Défense, par exemple, fascinent comme miroir aux alouettes les jeunes d'Argenteuil, de Chanteloup-les-Vignes, de Mantes-la-Jolie, des Mureaux et de Sartrouville.

Alors, ces "jeunes" viennent y "traîner". Leur proximité met la clientèle "bourge" mal à l'aise. Les directions des grandes surfaces en prennent ombrage. Les vigiles apparaissent. Une première provocation, les premiers coups et l'engrenage violent s'enclenche. la situation a pris un tour tel en Ile-de-France que, s'ils le pouvaient, les propriétaires d'hypermarchés mettraient immédiatement la clé sous le paillason de six magasins, situés au coeur des secteurs "à haut risque" et seraient tentés d'en fermer une douzaine d'autre, sur une période d'un an. Il faut dire que la sécurité des hypermarchés "sensibles" finit par coûter cher à des entreprises elles aussi frappées par la crise : 0,50% de leur chiffre d'affaire; soit un tiers de leur éventuel bénéfice.

Dès 1991, de ce fait, la "Tribune" pouvait titrer un long article consacré à ces problèmes "Les hypermarchés ont intégré la violence des cités dans leur gestion quotidienne". Mais, pour autant, toute la profession n'a pas adopté la voie de la résignation. En décembre 1993 en effet, Antoine Guichard et Gérard Mulliez, respectivement P-DG de Casino et d'Auchan, signent avec Simone Veil une convention dans le cadre de la politique de la ville, visant à prévenir la délinquance dans les banlieues et à favoriser l'insertion des jeunes en difficulté.

Le commerce de proximité des banlieues "chaudes" n'en est pas épargné pour autant. Sur la base d'une parfaite égalité raciale, tous sont atteints : ceux qui sont tenus par des maghrébins, des asiatiques ou des antillais comme les autres. "Après 19 heures", dit cet épicier algérien de Dugny, Seine-Saint-Denis, attaqué plusieurs fois par an, "quand un client entre, je ne sais jamais si c'est pour un achat ou un hold-up".

A l'Ile Saint-Denis, le tabac ressemble a Fort-Knox : barreaux épais à toutes les fenêtres, portes blindées façon coffre-fort; 10 serrures et 40 clés. Le délire d'un beauf paranoïaque ? Pas vraiment : un de ses collègues commerçants de Massy a été cambriolé trente fois en deux décennies.

Dans le secteur de Sarcelles-Garges, des bandes de 30 à 40 éléments, équipés de sacs à dos, cagoulés et armés de base-ball et de bombes de gaz lacrymogène, foncent sur les magasins et les supérettes tenues par des Sri-lankais et les dévalisent. Certains

week-end, depuis le début de 1993, ces commandos de "jeunes" atteignent la centaine d'individus, attaquant trois, parfois quatre objectifs en une soirée ! La police, elle "n'écarte aucune hypothèse". Une formule qui signifie qu'elle patauge. Et pourtant. Une première attaque de ce type - cagoules, battes de base-ball, bombes de gaz - a eu lieu en mai 1992. Elle visait le magasin "Chevignon" du Marché aux Puces de Saint-Ouen et les assaillants s'étaient enfuis avec une vingtaine de blousons de cuirs. Deux "jeunes" avaient cependant été arrêtés en flagrant délit. L'un d'eux, Sanoussy D. était par ailleurs connu comme l'un des meneurs de la "Secte Abdulai" une bande d'origine Zoulou, dont le fief est justement la zone de Sarcelles-Garges...

Les armes

Policiers spécialisés, "indics", résidents, tous sont formels : il y a des armes dans les cités. Beaucoup. Les plus nombreuses sont celles des habitants eux-mêmes, achetées dans les périodes agitées, au cas où... Pour la plupart, ces fusils de chasse, carabines ou pistolets à grenaille - parfois de vraies armes de poing - se contentent de prendre la poussière au fond d'un placard, mais le rythme des cambriolages dans ces cités fait que bon an, mal an, un nombre élevé d'armes se retrouve entre les mains de malfaiteurs, qui les conservent où en font le trafic.

Autre source d'armement : les forces de l'ordre elles-mêmes. Ainsi, il se murmure dans les commissariats de la banlieue nord qu'en janvier 92, des policiers du Val d'Argent, à Argenteuil, remuant les cendres de leur poste incendié par des "jeunes", auraient constaté la disparition de plusieurs armes. En mai 1993, à Garges-lès-Gonesse, cinq "Zoulous" ont attiré deux gardiens de la paix dans un guet-apens et délesté l'un d'eux de son arme de service.

Troisième formule pour se procurer des armes : l'achat. C'est la solution qu'ont choisi, en octobre 1992, Antonio C..., Karim D... et Mohamed T..., trois "jeunes" de la Cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis, "très défavorablement connus des services de police" comme le dit une note officielle. En effet : nos trois gaillards ont participé aux émeutes locales de décembre 1991, et sont auteurs de vols, vols à main armée, coups et blessures volontaires, recel, dégradation de biens publics : un véritable palmarès. Le plus légalement du monde - et malgré leurs exploits - ils ont pu s'offrir chez l'armurier voisin deux fusils Winchester 1300 Defender, calibre 12 magnum et deux de ces pistolets à grenaille qu'un simple bricolage transforme en armes redoutables. Plus grave : ces trois "jeunes" ont été signalés à plusieurs reprises comme s'entraînant au tir, dans un des parkings souterrains de la cité, sur une carcasse de voiture...

Le météore "zoulou"

Hors d'haleine, "Cardinal" dévale les couloirs de la station Châtelet. A chaque tournant, il jette un regard paniqué derrière lui. Dès qu'ils l'ont repéré à la Fontaine des Innocents, les hommes du KGB se sont jetés à sa poursuite. Ils veulent le tuer, "Cardinal" le sait. Le voilà sur le quai, direction Porte d'Orléans. Si ce fichu métro arrive avant l'équipe du KGB, il est sauvé. Sinon... Les voilà. Ils l'ont vu. "Cardinal" n'a plus le choix. Il saute sur la voie pour changer de quai et s'éclipser dans un couloir. Mais ses poursuivants le plaquent entre les rails. L'un d'eux hurle "Je vais te buter ! T'es mort !". A plusieurs reprises, son poignard frappe. Le métro arrive : sanglant, "Cardinal" s'arrache à ses bourreaux. En un ultime effort, il se hisse sur le quai. Horrifiée, la foule le voit glisser dans l'inconscience. Il est alors 11 heures, en ce beau soir d'août 1992.

Scène d'un film d'espionnage ? Passage choc du dernier SAS ? Non : "Cardinal", 17 ans, connu pour vol, coups et blessures et recel, est un "zoulou" du "Criminal Action Force" de Cergy-Saint Christophe. Et, grandeur et décadence, ce "KGB"-là n'est pas le sinistre service secret de l'ex-URSS, mais une autre bande "zoulou", élégamment baptisée les "Kolossal Gros Baiseurs" d'Aulnay-sous-Bois. Motif de l'agression ? Un "deal" de "shit" dans lequel le "KGB" s'est fait "truander"...

Rage meurtrière déchaînée, trafic de drogue : on est bien loin des principes non-violents de la « Nation Zoulou » une fédération de groupes de jeunes Noirs américains fondée en 1975 par un disc-jockey surnommé Africa Bambaataa, pour tenter d'endiguer la dérive criminelle des "Street-gangs" new-yorkais. La célébrité, les zoulous - qui rejetaient alors résolument l'usage des drogues - la cherchaient d'abord du côté de l'expression artistique : exécution de grandes fresques colorées sur les murs des cités, rap-music, break dance.

Venu en France en 1984, Bambaataa y avait lancé un mouvement zoulou en région parisienne. Et de fait, les premières bandes apparaissent au cours des années 1985-86 : "Requins Vicieux" dans la région de Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Villiers-le-Bel (Val d'Oise), "Black Dragons" dans les Hauts-de-Seine. Leur "look" les rend vite célèbres : casquettes de base-ball portées à l'envers, blousons de couleurs vives de grandes équipes sportives américaines, baskets savamment délacées.

Des adolescents d'origine africaine, ou antillaise étaient entrés dans les premiers groupes zoulou au "feeling", pour se distraire, ou parce qu'ils avaient vibré aux exploits des bandes dans des films-culte comme "Les guerriers de la nuit", ou "Colors". Les réalisations de la culture afro-américaine "zoulou" - graphiques codés sur les murs des cités, martèlement hypnotique du Rap, danses spectaculaires, permettaient la fusion du groupe, si importante pour les adolescents - surtout quand ils se sentent différents ou rejetés. Là était leur culture à eux, aussi exotique aux yeux de leurs parents qu'à ceux des "gaulois" - leur façon de désigner les Français de souche. La morale zoulou leur imposait des valeurs positives : ils devaient être sains, athlétiques, élégants. Bref : "clean".

Une telle attitude constituait une divine surprise pour les enseignants, les éducateurs, les travailleurs sociaux. Pour les parents, même. Des jeunes en grand risque de mal tourner qui, soudain, faisaient du sport, se détournaient de la drogue et du "baston", convoitaient des symboles d'élégance permettant de fructueux marchés - "passe ton BTS et je t'offre des Nike". Un rêve. Et effectivement, c'était trop beau pour être vrai. Vite, très vite, la valorisation de la culture noire a viré à la haine du blanc. La danse a cédé la place aux sports de combat; la compétition artistique, à la violence spontanée; l'enthousiasme, à la rage puis à la haine. le respect des règles s'est dissous dans les réactions émotives.

Alors, les groupes zoulous ont dérivé. Les sapes, on se les procurait désormais par la "dépouille". Des "meutes" se sont constituées pour faire le "bizness". Contrairement aux bandes des cités, celles des zoulous ont été dès l'origine extrêmement mobiles, utilisatrices assidues et expertes du réseau ferré de la région parisienne, trains, RER et métros. Autre différence : les zoulous n'ont pas l'instinct territorial. Le lieu de leur résidence et celui de leur activité sont totalement distincts. "Cardinal", zoulou de Cergy, exerce ses talents au Forum des Halles : on l'a vu.

Dès 1987, les rapports de police reflètent l'évolution d'ensemble des zoulous vers la délinquance et le crime : vandalisme grégaire, "baston" spectaculaires entre bandes, razzias, vols avec violences, viols collectifs. Comme "guerre" il y a, les meutes s'équipent : manches de pioche, battes de base-ball, couteaux, poings américains. L'escalade aidant, la mode passe aux pistolets, à grenaille ou même authentiques. Et l'inévitable finit par se produire : un soir de juillet 1990, sur le parvis de la Défense, Omar Touré, un jeune malien de Villepinte, reste mort sur le carreau, poignardé, à l'issue d'une bagarre entre bandes. Interloqués les Français découvrent au journal de 20 heures ces tribus étranges aux noms invraisemblables -Requins Vicieux, Derniers Salauds - qui désormais, s'entretuent aux portes de leurs villes.

Depuis cet été là, la dégénérescence des bandes originales s'est accélérée; l'abandon des idéaux zoulous des années 70 est quasi-total. Aujourd'hui, le zoulou moyen vit du business, deale et consomme de la drogue, ne respecte que la force, prône la séparation des races et révère son chef. Et viole plus souvent qu'à son tour : l'essentiel du noyau original des "Requins vicieux" purge des peines sévères pour viol collectif. Mais la leçon, semble-t-il, n'a pas suffi. Dans la nuit du 13 juin dernier, Marina, jeune fille mineure, est violée par trois zoulous dans les couloirs de la station Arcueil du RER.

Quelques jours plus tôt, dans une autre affaire de viol, la victime avait formellement reconnu "Prince", zoulou bien sûr et fils d'un diplomate africain, sur les photos que lui présentaient les policiers. "Prince", que ces policiers aimeraient entendre à propos de plusieurs affaires de viols et de vols à main armée. "Prince", toujours remis en liberté, sur intervention, à chacun de ses brefs séjours au commissariat...

Récemment, encore, des zoulous ont été convaincus de proxénétisme, comme Guy A., 24 ans, vivant des charmes de Linda K, mineure. D'autres ont renoué avec des pratiques criminelles révolues depuis la disparition des "fortifs" : "Momo", "Slam" et "Zeff" avaient imaginé de se servir de quelques "meufs" de leur bande zoulou pour aguicher, puis attirer des "bourges" dans des endroits isolés où, ensuite, ils les dépouillaient.

Mais, disent les policiers, le plus grave n'est pas là. Désormais, la consommation et le deal de stupéfiants ravagent la scène zoulou, d'où l'aspect ludique et artistique disparaît complètement pour laisser la place à l'esprit de sérieux de rigueur sur l'un des marchés les plus féroces qui soient, celui de la drogue. Le nomadisme des premières années n'est plus de mise, lui non plus : pas de "deal" durablement possible sans territoire.

Et ce qui reste de "culturel" prend un drôle de genre. "Best", qui préside une association déclarée fin 1991 pour promouvoir le Rap dans le XIXème arrondissement de Paris, est l'un des leaders du "Criminal Killers Crew", une bande de la mouvance "Requin junior", présente entre autres dans la cité des Orgues de Flandre à Paris XIXème, haut lieu du deal d'héroïne parisien. Le secrétaire de cette société culturelle, "Joker", est pour sa part impliqué avec son copain "Doctor Lymer" dans une histoire de vol à main armée commis dans l'Hérault, l'été dernier.

Ainsi donc, l'an dernier, la "Troupe des Grands Criminels", de Lyon, et les "Master Criminal Taggers", de Vénissieux - les premières bandes zoulou à se former en dehors de l'Ile-de-France - étaient loin de se douter que leurs "professeurs de dépouille" parisiens, Black Dragons ou Requins Juniors, vivaient leurs derniers mois, en tant qu'organisations constituées. Depuis, la tendance à l'atomisation et à la professionnalisation s'est accentuée et, pour les élus municipaux, éducateurs et policiers

des banlieues chaudes, le phénomène zoulou, tel qu'il était apparu au milieu de la décennie précédente, ne survivra plus qu'à l'état de trace d'ici un an ou deux.

Que deviendront les zoulous d'aujourd'hui ? Ils seront nombreux à se disperser purement et simplement. A éclater en petites bandes repliées chacune dans sa cité, vivant du "deal", notamment de résine de cannabis et adoptant, de ce fait, un profil bas. Les autres s'engageront dans deux voies d'ores et déjà ouvertes - et préoccupantes : la bande "à l'américaine" et la grande criminalité organisée.

Que fait la police ?

La police ? Elle écope, là où elle le peut. Elle tente de gérer l'héritage de douze ans d'un gigantesque gâchis. Car, pour être clair, tout le social déversé depuis une décennie sur les banlieues "chaudes" n'a servi, au mieux, qu'à les placer sous cocon et à y limiter les explosions. Missions locales, opérations "été chaud", "Développement social des quartiers", contrats d'action-prévention, conseils de prévention de la délinquance de tous niveaux, contrats d'agglomération; tous à l'oeuvre et se chevauchant pendant plus de 4000 jours, médiatisés à sons de trompe, ne masquent pas l'essentiel. Par exemple qu'à l'automne 1982, des policiers se rendant à la Cité des Marguerites, à Nanterre pour y interpellier un délinquant, y étaient sur le champ cernés, bousculés, menacés et bombardés de pierres. Quiconque essaierait d'opérer de même aujourd'hui, quelque cent trente mois plus tard, ferait aisément l'expérience que rien n'a changé.

Policiers et éducateurs du terrain le savent, et l'expliquent fort bien : ceux qui s'ameutaient en 1982 et leurs petits frères d'aujourd'hui sont, à leur façon, les disciples de ce sage oriental qui disait "le mot chien ne mord pas". Elles ont tout entendu, ces générations successives de "jeunes" : que les banlieues devenaient une priorité nationale; que le bâti allait y être réhabilité, le social, pris en compte, l'éducation et la formation, développées, la prévention du crime, assurée. Ils ont compris que de véritables torrents d'argent se déversaient, sans beaucoup de discernement ni de contrôles, depuis les sommets de l'État. Puis ils ont constaté que les structures de "développement social urbain" mises en place pour "rapprocher les habitants de l'administration" n'étaient en réalité qu'une couche bureaucratique de plus. Et tout spécialement étanche, puis qu'après l'avoir traversée, les fameux torrents en étaient réduits à l'état de ruisselets, voire de goutte-à-goutte.

Les "jeunes" d'aujourd'hui et leurs aînés ont aussi l'expérience des menaces et des rodomontades non suivies d'effet. Des indignations électorales sur "ces zones où l'ordre républicain ne règne plus" et des promesses d'y mettre bon ordre, aussi vite oubliées qu'émises. Au total, une décennie d'enthousiasme social des uns et de velléités répressives des autres a abouti à ceci : on ignore l'essentiel de ce qui se passe dans les cités sensibles. Combien y trouve-t-on de "locataires" illégaux, frauduleusement hébergés ? Combien d'appartements sont-ils squattés, et par combien de squatters ? Quelle est la proportion réelle des loyers jamais perçus ? Obtenir des réponses à de telles questions est virtuellement impossible.

Plus difficile encore : savoir combien de policiers, ou de gendarmes, sont affectés à la surveillance effective et permanente de ces "quartiers chauds". Pour l'ensemble des 40 cités de notre tableau, c'est manifestement un secret d'État. Des éléments glanés ici ou là, des visites sur le terrain démontrent que la présence policière permanente dans ces cités est dérisoire, le jour, pratiquement inexistante la nuit. Les Bosquets, à Montfermeil

- sans doute près de 30% des appartements squattés - fin juin, 16 heures : cinq gardiens de la paix dans le poste, le seul, de la cité, sis dans l'immeuble Anatole France. Grillages, vitrages renforcés, porte blindées, le modèle Belfast. Sortent-ils de leur local, ces policiers ? Ils nous avouent leur incapacité à faire le moindre contrôle sur place, que ce soit de jour ou de nuit. Cité des Tarterets, à Corbeil-Essonne; ses squats, sa bande de zoulous, les "Fight-Boys", son deal de stupéfiants avéré et régulier : deux îlotiers à temps partiel. La nuit ? Personne.

Conséquence première : le jour le plus souvent, la nuit toujours, délits, crimes même, s'accomplissent dans ces lieux sans opposition et sans témoins soucieux de les rapporter. Conséquence seconde : ces délits et crimes ne figurent jamais, et pour cause, dans les statistiques officielles. Depuis une décennie, le comptage du crime en France, tel que le publie chaque année le Ministère de l'Intérieur, est un exercice de mensonge par omission. Il ne recense pas la criminalité sur l'ensemble du territoire, comme il le prétend, mais là où il peut le faire, c'est à dire hors de "quartiers chauds" qui jouissent ainsi d'une extraterritorialité malsaine.

Une exagération ? Si un immigré clandestin est assassiné dans un squat, si les témoins sont eux aussi des illégaux, si le corps est enterré dans une de ces caves où la police se hasarde encore moins qu'en surface, qui l'apprendra jamais ? Chaque année, quand le comptage officiel du crime est publié, de beaux esprits insinuent qu'il y a exagération manifeste de la part de policiers réacs, en proie à des hallucinations sécuritaires. La réalité est exactement inverse : le jour où la police, revenue dans les cités, enregistrera, même sommairement, les méfaits qui s'y commettent; le jour où la population des quartiers chauds retrouvera le chemin des commissariats et y rapportera les délits ou les crimes dont elle est la victime ou le témoin, ce jour là, au moins pour un temps, la criminalité enregistrée dans notre pays explosera.

Mais ce jour ne semble pas être proche. Car, dans les cités, la situation s'aggrave depuis plus d'un an. Évoquant les Francs-Moisins de Saint-Denis, une note officielle de janvier 1993 signale que "les policiers en tenue sont de plus en plus exposés aux provocations, injures, menaces, jets de pierres, attroupements hostiles. Ainsi, le 30 juillet 1992, des policiers du corps urbain local ont été violemment agressés par une bande, alors qu'ils procédaient à l'interpellation de trois mineurs qui avaient volé un cyclomoteur. Il leur a été dit : "la cité vous est interdite. A partir de maintenant, si on vous trouve, on vous flingue. On va vous attendre et vous allumer".

Trois mois plus tard, dans le quartier des Fleurs d'Asnières, haut-lieu du deal local, une trentaine de "jeunes" cagoulés incendiaient le poste de police municipale, brûlant grièvement un gardien. Résultat : les policiers évitent les cités. Au sommet, la Direction des polices urbaines de Seine Saint Denis interdit aux patrouilles de poursuivre les voitures dans les cités, même manifestement volées, même en cas de "rodéo". Motif : risque de guet-apens. A la base : fin 92, "Pierrot" policier parisien d'une brigade des mineurs, demande naïvement l'aide d'un commissariat de la Seine-Saint Denis pour aller procéder à une audition dans un secteur chaud de Stains. Le car de la police locale le dépose à 200 m. de la cité et refuse énergiquement d'aller plus loin. "On n'a pas envie de se faire flinguer" expliquent les collègues...

Et comme les moyens financiers de la plupart des policiers les contraignent à se loger dans les périphéries des grandes villes, les appels téléphoniques nocturnes, menaces adressées aux femmes et aux enfants s'ajoutent souvent aux risques directs, comme les

agressions physiques et les tirs sur les véhicules de patrouille. La vie du policier des banlieues se résume, le plus souvent, à enregistrer les plaintes - 15, 20 par jour - que viennent déposer des particuliers sans illusions, mais obligés d'en fournir l'attestation à leur compagnie d'assurance.

Jusqu'en mars 1993, d'autres entraves plus subtiles empêchaient le maintien de l'ordre dans les cités. Des policiers racontent ainsi des anecdotes très troublantes à propos des liens entre des bandes de cités et certains personnages proches des sommets de l'État. Celle-ci, par exemple : en juin 1992, une société aujourd'hui disparue, assurant le service d'ordre de concerts de rock, est impliquée dans un trafic de cocaïne. Cette société B..., elle-même proche d'une bande de type zoulou, les "Black Panthers". Se sentant surveillé, un dirigeant de B appelle alors l'un de ses amis. "Sur une ligne directe du ministère de la culture" précise un policier qui affirme avoir vu les traces écrites de ces échanges. Coïncidence ? Peu après cette conversation téléphonique, la 10ème section des Renseignements Généraux, en charge des violences urbaines, cesse de recevoir les exploitations d'écoutes concernant la société B. ... A la même époque, les policiers des R.G. trouvaient également choquant que le ministre de la Ville ait un collaborateur direct, membre d'associations révolutionnaires engagées ouvertement dans la défense des bandes et destinataire des notes R. G. les plus confidentielles. "Autant les remettre directement aux zoulous" grognait alors un policier "au moins, ca serait plus clair".

Aujourd'hui, un terme a été mis à ces excès. Mais alors que le premier trimestre de 1994 s'achève, aucune amélioration réelle n'est perceptible sur le "front" des cités. "On note l'apparition d'armes de poing lors des rixes" note un rapport officiel du début de l'année. Les incendies criminels - véhicules, établissements scolaires, locaux administratifs - sont en augmentation. Produit de douze ans de "culture de l'illégalité" certaines bandes de "jeunes" ont entamé une évolution vers la criminalité organisée et forment déjà des mafias miniatures.

La gouvernement a-t-il bien pris la mesure de la gravité réelle de la situation ? A-t-il compris que le vrai problème de la délinquance spécifique des cités, c'est la délinquance elle-même et non pas le cadre de vie ou le taux de chômage ? Bien sûr il est souhaitable - qui ne le souhaite pas ? - de donner à tous les habitants de France, y compris ceux des cités, un habitat et des emplois honorables. Mais comment espérer faire entrer le moindre "jeune" sur le marché du travail, tant que le "business" se pratiquera sans encombre dans ces cités ? Quelle entreprise, quel mécène, peut aujourd'hui rivaliser avec les quelque 10 000 francs mensuels - en espèces - donnés par un dealer à un adolescent de 13 ans qui "chouffe" à la porte de l'immeuble ? A quoi bon repeindre les tours et planter des massifs d'arbres, tant que tout individu socialement intégré fuira ces cités comme la peste ? Tant que les policiers - tous les policiers ou presque - affectés à ces secteurs chauds signeront leur demande de mutation la semaine même de leur arrivée sur place ?

En attendant, dans les cités et sur les terrains de chasse des bandes, rien n'a changé. Fin juin 1993, à Paris, le soir de la fête de la musique, une trentaine de "jeunes" armés de barres de fer ont attaqué le poste de police des Halles, rue Pierre Lescot. La même semaine, une voiture de la police, aventurée dans la cité d'Orgemont d'Épinay, Seine Saint-Denis - rénovée récemment - a essuyé des coups de feu; deux impacts sur la carrosserie. Quelques minutes plus tard, le commissariat de la ville a reçu un appel anonyme "la prochaine fois, on vous fait la peau". Toujours en Seine Saint-Denis, des

policiers venus procéder à une interpellation, dans le "bâtiment H" des Francs-Moisins, à Saint-Denis, ont été bombardés à coup de grilles d'égout, lancées du toit de l'immeuble. Imminence du Tour de France ? On leur a également jeté un vélo sur la tête. Fin juin 1993 toujours, à Thiais, Val-de-Marne, des "jeunes" de la cité des Grands Champs ont mis le feu à un poids-lourd pour interdire une expulsion. Quand les pompiers sont arrivés, ils ont été reçus à coup de cocktail-molotov. Une grande première dans ce département, plutôt calme auparavant.

Autres "grandes premières" toutes récentes : au lycée d' Epinay-sur-Seine, les épreuves du bac ont été perturbées par une "bande de jeunes" qui ont jeté des cailloux dans les salles d'examen; à Persan, Val-d'Oise, une supérette a été incendiée de fond en comble. Toujours la première semaine de juillet, le conseil de l'Ordre des médecins de l'Essonne prévenait que désormais, les urgences de nuit ne seraient plus assurées dans les cités "chaudes" et notamment à la Grande-Borne de Grigny.

Seule manifestation du changement politique : la disparition du célèbre "marché aux voleurs" du trottoir longeant les boutiques, boulevard de la Chapelle à Paris XVIII^e. Vous souvenez-vous ? Les émeutes suivant le décès d'un jeune zairois dans le commissariat du quartier, fin avril 1993 ? Les patrouilles massives de C.R.S. quadrillant l'arrondissement ? l'État avait montré sa force. Effectivement, le marché aux voleurs a abandonné les lieux. Pour se reconstituer, moins d'un mois plus tard, toujours boulevard de la Chapelle, mais sur le trottoir d'en face, côté cinéma. Il y est toujours...

Le Rap de Vaulx

(in "Courant Alternatif", bulletin anarchiste, mai 1992. Les paroles de ce rap évoquent les émeutes de la cité du Mas du Taureau, à Vaulx-en Velin, en octobre 1990)

Si la racaille
A fait ripaille
C'est qu'la flicaille
N'est pas de taille
Pour les bavures
Pour la torture
Les keufs assurent
Y jouent les durs
Mais face à nous
Quand on est fou
Qu'on est beaucoup
Qu'on rend les coups
Y sont vaincus
Nous laissent la rue
Des vrais locdus
Bons pour l'Samu
Educs et flics
Trouvent ça tragique
Veulent qu'on s'explique
Nous on les nique
Quand y'a de la casse
C'est ça la classe
On rompt la glace
L'ennui trépassé
Bataille rangée
Bagnoles flambées
Vitres éclatées
Rayons pillés
Jolie vengeance
Et quelle bombance
Si toute la France
Rentr' dans la danse
Vaulx en Velin
Ca fait du bien
Vaulx en Velin
Y'en aura plein.